https://www.ricochets.cc/Quelques-questions-a-Mme-Celia-de-Lavergne.html

Quelques questions à Mme Célia de Lavergne

- Les Articles -

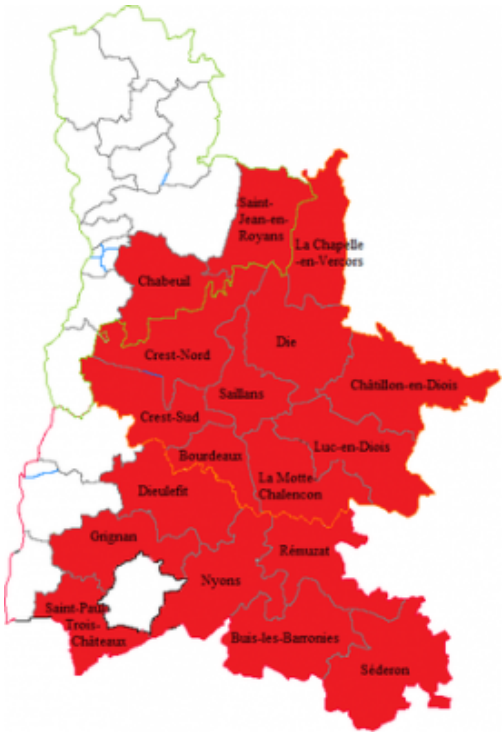
Date de mise en ligne : mardi 17 octobre 2017

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Quelques questions, (pertinentes ?) à Madame la députée de la troisième circonscription de la Drôme

Les élections sont passées depuis plus de trois mois, et il est toujours difficile d'y voir clair dans les intentions politiques de la nouvelle députée. Rien pendant la campagne, sinon des banalités et de vagues promesses, et rien sur son vote pour les lois qui étaient déjà annoncées.

Est-il nécessaire de rappeler que le principal rôle d'un député est de voter des lois, éventuellement d'en proposer, d'en débattre et de proposer des amendements ?...



Alors le but de cet article est de demander des éclaircissements auxquels tout citoyen a droit.

Madame la députée veut s'occuper en priorité de la ruralité. J'espère qu'elle a quelques compétences en la matière. Par ici, nous sommes assez nombreux à avoir quelques idées sur la question.

Sur l'interdiction du glyphosate, on constate un net recul du gouvernement

Il y a dans ces domaines beaucoup de choses qui dépendent du vote des députés et de décisions du gouvernement soutenu par Madame la députée. Sur l'interdiction du glyphosate, on constate un net recul du gouvernement. Il a suffi que 250 exploitants agricoles, affiliés à la FNSEA, occupent les Champs Elysée pour que Nicolas Hulot accoure dans l'heure qui suit, et que ces gens soit reçus illico par l'Elysée. Ce produit est assurément un poison. Il est classé « probable »(sic) cancérogène et à coup sûr perturbateur endocrinien. Si ce produit était inoffensif pourquoi Monsanto dépenserait-il des sommes aussi colossales qu'il le fait, pour acheter des scientifiques ? Il est une mesure facile à prendre et qui serait un signal fort : **interdire immédiatement et définitivement la vente du roundup aux particuliers**, qui peuvent sans mal se passer de ce poison.

Avez vous l'intention de défendre cette proposition qui serait en accord avec votre déclaration d'amour à la

Copyright © Ricochets

ruralité ?

on continue à privilégier l'agriculture industrielle et chimique

Les Français sont de plus en plus soucieux de la qualité de leur nourriture. Les produits bios ont le vent en poupe et on prévoit une augmentation massive de la demande. Nombreux sont les jeunes agriculteurs à vouloir s'installer et à éprouver de grandes difficultés. Et que fait le gouvernement que vous soutenez ? Au mieux on constate une stagnation des crédits, au pire les aides sont en baisse et on continue à privilégier l'agriculture industrielle et chimique.

Avez vous l'intention d'imposer dans toute la circonscription des repas entièrement bios dans les cantines scolaires ainsi que dans toute la restauration collective ?

Cette mesure aurait valeur d'exemple et pourrait inspirer d'autres régions de France.

D'une façon totalement antidémocratique le CETA, accord commercial avec le Canada a été imposé « à titre provisoire », sans qu'aucun vote n'intervienne. Outre le caractère totalitaire de ce procédé, toutes les études sérieuses montrent que ce traité va avoir des conséquences extrêmement négatives sur la santé, les appellations contrôlées, les normes sociales et environnementales...

Quelle est votre position sur ce sujet ? Avez-vous approuvé cet accord, ou bien avez-vous l'intention de le combattre ?

Des militants ont été condamnés à 6000Euros d'amende dont 5000 avec sursis pour avoir installé des caméras dans l'abattoir de Houdan et dénoncé ainsi des pratiques scandaleuses. L'employé qui martyrisait des cochons ne risque lui qu'une contravention de 4e catégorie et 750Euros d'amende.

Quelle est votre position sur ce sujet et que comptez vous faire contre ce scandale ?

On est en droit de considérer qu'un abattoir n'est pas un camp de concentration, ni un camp militaire fermé aux citoyens.

Les États Généraux de l'agriculture et de l'alimentation sont une idée de Nicolas Hulot, et il aurait du les piloter. **Comment se fait-il que cette tache ait été confiée au ministre de l'agriculture bien connu pour ses accointances avec l'agriculture productiviste et chimique ?** On peux aussi s'inquiéter que l'Observatoire national de l'activité physique et de la sédentarité soit sponsorisé par Coca Cola.

Quel est votre point de vue sur cette question ?

La ruralité n'est pas tout et il y a bien d'autres questions à examiner

Une loi est votée actuellement pour remplacer l'état d'urgence et si on l'examine de près, il apparaît que **cette loi n'est autre qu'un état d'urgence permanent**, qui risque de limiter considérablement les libertés individuelles et viser en priorité des militants, écologistes entre autres. Certes, il faut lutter efficacement contre le terrorisme, mais un volet est curieusement absent de la loi, c'est celui du financement. D'ailleurs, Lafarge, financeur de Daech n'a subi aucune sanction.

de nombreux amendements demandant des sanctions contre les entreprises et les pays financeurs du terrorisme (...) ont tous été rejetés

Ayant suivi les débats parlementaires, j'ai constaté que de nombreux amendements demandant des sanctions contre les entreprises et les pays financeurs du terrorisme ont été déposés et ils ont tous été rejetés.

Avez vous rejeté ces amendements ? Si oui, pour quelles raisons ?

Ce laxisme est étonnant et des esprits soupçonneux pourraient penser qu'on s'accommode bien de la présence de terroristes, générateurs d'une peur qui permet de faire passer sans problème des lois liberticides.

Une autre mesure qui pose déjà des problèmes sur le plan local : **la réduction drastique des contrats aidés**. L'association « l Arrêt Public » s'est vu refuser officiellement par Pôle Emploi le financement d'un contrat aidé. On peut supposer qu'elle n'est pas la seule association dans ce cas. L'intérêt de ce type d'association citoyenne n'est pas à prouver. L'absence de financement risque de gêner considérablement son fonctionnement. Certaines associations peuvent même disparaître. Je suis prêt à parier, (mais je dois avoir mauvais esprit !) que les associations proches du pouvoir ne seront pas impactées par cette mesure.

Que comptez vous faire pour encourager la vie associative et pallier à ce manque ?

Des associations d'intérêt public, telles que la CRIRAD sont en difficulté. La faute en incombe à la région et vous n'en êtes pas responsable, mais il serait bien que vous preniez ce dossier en main, car il concerne aussi notre circonscription par la proximité de la centrale de Cruas. **Ce ne sont pas les chasseurs qui vont aller mesurer la radioactivité**.

Bien d'autres questions se posent ; Que pensez vous du gouvernement par ordonnances... des conséquences de la loi sur le travail si celle-ci est adoptée... du mépris réitéré du président envers diverses catégories (modestes !) de la population ?...etc... **Mais ce pourrait être l'objet d'un autre article.**

J'attends, comme de nombreux citoyens, des réponses précises à ces questions, que l'on n'a pas beaucoup entendu poser par la presse locale ou régionale.. Les réponses ne sont pas une faveur demandée, mais bien un droit qui est réclamé. Cet article sera envoyé personnellement à votre permanence.

Les colonnes de Ricochets vous sont ouvertes pour répondre publiquement à ces questionnements qui concernent la quasi totalité de la population. Comptez sur moi pour ne pas me contenter de réponses approximatives ou de belles paroles.

Je saurai rebondir !

Copyright © Ricochets

Dans l'attente de vos nouvelles, je vous prie de bien vouloir agréer mes salutations citoyennes.

Copyright © Ricochets